

Les administrations collégiales ont un abonnement à l'anti-émeute, l'escouade tactique, le service de sécurité de la GRC... Une vraie aubaine, tout ce qu'il y a de plus commode pour casser de l'étudiant.

## Les écoles abonnées à l'anti-émeute

par Stéphane Corriveau

L'ANTI-EMEUTE! Voilà un cri que l'on a entendu plus souvent qu'à son tour à travers les cégeps et les universités du Québec. Un calcul sommaire des activités de la fébrile escouade bien connue, nous indique que nos bons administrateurs locaux ont évalué à pas moins de cinquante (50) le nombre de présences requises de ces preux chevaliers, pour que l'ordre et le bon droit puissent régner.

Et qui dit l'anti-émeute, dit tout ce qui va avec: arrestations, intimidations, menaces, bris d'appareils-photo, brutalités. Bref, rien qui n'aille à l'encontre de l'ambiance bon enfant de mise dans toutes les institutions d'enseignement!

Outre la visite de ces charmants justiciers, une pratique autrefois réservée à l'UQAM (Université du Québec à Montréal) s'est répandue: la technique "B" pour "bouncers".

### DU NOUVEAU

Au cours de l'année dernière, le milieu étudiant a vu s'abattre sur lui les foudres des autorités judiciaires et policières. En effet si Bruno-Guy Héroux en 1981 a su bénéficier de la solidarité étudiante (on a gagné!), les quelques trente cinq injonctions qui ont vu le jour depuis les douze derniers mois contre des étudiants(es) et leurs

associations, ont, jusqu'à un certain point, su coupé le souffle aux principaux intéressés.

Un été a passé et depuis lors la plupart des poursuites ont été abandonnées. Un bilan s'impose, ajouté aux six poursuites du Collège de Sherbrooke (qui date de deux ans maintenant), le Cégep du Vieux Montréal a cru bon de s'inscrire au tableau de pointage, avec trois expulsions. On peut également voir que les administrations locales ont utilisé une arme qui nous était inconnue, l'injonction, qui, après une longue tradition dans le mouvement ouvrier, apparaît tout à coup dans le mouvement étudiant.

Il ne faut cependant pas s'alarmer outre mesure, car tout juge qu'il est, celui qui impose l'injonction ne connaît que la version administrative des faits (et en passant, vous saviez que faire appel à l'anti-émeute ou déposer une demande d'injonction coûte dans les \$2,000 chacun!) ce qui démontre bien la "très haute valeur" de ce document. De plus, si on ne cesse pas la bataille malgré un retrait stratégique quand l'anti-émeute se présente, je ne vois pas pourquoi on cesserait pour une injonction.

Car ce n'est tout de même pas l'anti-émeute ou une injonction contre nous qui règlera le(s) problème(s) qui nous poussent à brasser la baraque.

On n'est pas au Chili ou en Iran pour dire que l'on subit une répression sans merci, mais ça augmente drôlement vite ces derniers temps, et tout compte fait, devra-t-on attendre d'en être rendu là pour réagir?

Et maintenant quelques exemples concrets de répression vécue ici, au Québec, dans nos écoles:

- Au Collège André-Laurendeau, au cours d'une bataille contre la prolongation de session après la grève du Front Commun et sur le financement de l'association, l'administration fait intervenir l'anti-émeute à deux reprises lors d'occupations pacifiques des bureaux administratifs. Un étudiant brutalisé par les policiers a été séparé du groupe. Face à cette intolérance administrative, les étudiant(es) votent pour 24 heures de grève, et l'administration renvoie l'anti-émeute et une douzaine d'injonctions.

- CEGEP St-Laurent, l'administration tente d'imposer un règlement disciplinaire. Les étudiant(es) décident d'occuper et se font expulser par l'anti-émeute. L'administration, quant à elle, attendra sagement l'été pour adopter son règlement en douce alors que les étudiant(es) n'y sont pas.

- Au Vieux-Montréal, outre un abonnement à l'anti-émeute, l'administration utilise les injonctions, les "bouncers" et, pour couronner le tout, on expulse trois étudiants. Pourtant les cours n'étaient pas interrompus par les moyens d'action. Le principal point de la bataille portait sur la prolongation d'après grève.

- A l'Université de Trois-Rivières (UQTR), l'imagination est au pouvoir puisque c'est la première fois, semble-t-il, qu'un étudiant est renvoyé pour avoir joué du violon dans les couloirs et pris des photos. Evidemment, on ne peut être parfait en tous points. Sylvain Gougeon était également militant pour son association étudiante...

- A l'Université du Québec à Montréal (UQAM), les étudiant(es) sont devenu(es) fin goûteurs d'anti-émeute farcie à la matraque, d'agent de sécurité publique à la "renversée" (si vous voyez ce que je veux dire), de "bouncers sautés", et d'injonction flambée! Car que ce soit pour fermer un

suite à la page 2

## Jeunes, autonomes et actifs

par Astrid Bucio et Michel-Adrien Sheppard

Ecoeurés de crever et d'être les laissés pour compte dans la fameuse reprise économique que l'on nous annonce partout, de jeunes militants-es provenant d'une vingtaine de groupes populaires ont signifié récemment leur intention de se regrouper afin de lutter pour l'amélioration de leur situation sociale catastrophique.

Jeudi dernier, à Montréal, ce nouveau *Regroupement Autonome des Jeunes* (RAJ) tenait sa première réunion consacrée à la mise sur pied de structures démocratiques de mobilisation et à l'élaboration des axes stratégiques d'action.

La volonté des groupes de jeunes de s'unifier sur des bases indépendantes des pouvoirs publics et des cercles patronaux s'était déjà manifesté lors de la controverse houleuse sur la tenue du Sommet Québécois de la Jeunesse (SQJ). Ces groupes, dont l'ANEQ, le Mouvement Action-Chômage, la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, la Coalition pour la parité de l'aide sociale et plusieurs autres, reprochaient aux dirigeants du SQJ de vouloir instaurer une démarche

de consultation des jeunes qui ne tenait pas compte de l'existence et des revendications des groupes de jeunes déjà établis.

Les membres fondateurs du RAJ entendent impulser des campagnes dès cette automne sur quatre thèmes prioritaires: un revenu décent pour les jeunes et la majoration des prestations d'aide sociale pour les moins de 30 ans (qui ne reçoivent que 147\$ par mois); la définition, en commun avec les organisations syndicales, d'une politique de plein emploi pour toute la population; la lutte pour la démocratisation et une accessibilité accrue de l'enseignement post-secondaire; et finalement, l'opposition à la course aux armements et à la militarisation de l'économie canadienne.

Les discussions se sont embourbées quelque peu sur la question du mode de fonctionnement à donner au projet de regroupement. Les 3 groupes responsables de convoquer la réunion (Jeunesse Etudiante Chrétienne, Coalition pour la parité de l'aide sociale et Collectif des chômeurs de Saint-Louis-du-Parc) proposèrent un échafaudage organisationnel jugé trop vague par certains in-

tervenants. Les concepteurs de cette structure suggèrent la formation d'assemblées régionales avec un comité de coordination et celle d'une coordination nationale composée de représentants-es de groupes nationaux (comme l'ANEQ) et de membres des coordinations régionales. Comme plusieurs participants-es furent pris de court par cette proposition visant à fixer des structures avant même d'avoir parlé des méthodes d'action, il fut décidé de reporter ce point à la prochaine réunion.

Quant aux luttes à mener, Jean-Marie Vézina de l'exécutif de l'ANEQ suggéra d'organiser une "marche des jeunes pour l'emploi" qui coïnciderait avec la grève de 24 heures qu'elle entreprend contre la Loi 32 le 15 novembre. Face à cela, d'autres groupes semblaient préférer la stratégie de faire rentrer les chômeurs et assistés sociaux dans les écoles ou d'occuper des bureaux de députés-es péquistes. Michel Croteau, de la Coalition pour la parité de l'aide sociale, cependant, fit remarquer qu'occuper des écoles ne pouvait se réaliser partout, car cela demanderait la coopération, non seulement des

associations locales, mais également des syndicats de profs et du personnel non-enseignant.

La seule véritable innovation tactique fut celle qu'entend mettre en pratique l'Association de Défense des Droits Sociaux (ADDS — un regroupement d'assistés sociaux): suivant ce qui est devenu le mode de lutte privilégié par les groupes de jeunes en Europe de l'Ouest, ils se proposent de "squatteriser" (occuper) des édifices abandonnés pour en "prendre possession".

Malgré le manque d'unanimité sur les moyens d'action, chose difficile à obtenir lorsque l'on essaie d'unir des gens venant d'horizons et de milieux de vie parfois si opposés (jeunes "intellos" universitaires et "prolos" et "drop-outs" sur le bien-être), la conscience d'être victime de la détérioration générale des conditions de vie ou d'étude semble donner le goût aux participants-es de cheminer et de lutter ensemble. Les gens de l'ADDS ont dit le mot de la fin: "On a été agréablement surpris de trouver une véritable préoccupation de la misère qui revenait dans tout ce qui se disait. Souvent ailleurs, ça reste juste au niveau des idées et des phrases creuses."



## PETITES ANNONCES

suite de la page 1

café, briser une lutte ou "reclasser" des fillères à sa manière, l'administration UQA-Mienne est passée maître dans l'art de faire valoir l'argument "frappant" et le gros bon sens bureaucratique.

● Lors d'une occupation pour le rétablissement d'une période de libération commune à l'horaire,


l'administration du CEGEP de Saint-Jérôme n'a pas su trouver autre chose que de faire appel au "gentil protecteur des citoyens" qui a "accroché" une caméra au passage, et Ho! comble de malheur le film, qui était un documentaire sur l'élevage canin que le directeur général possédait dans son bureau, fut bousillé...

☆☆☆☆☆☆☆☆

Come pull up a pillow  
close to the fire

Around the fireside  
with interesting people

Every Tuesday at 7:30  
Fill your cup with cocoa  
And share what you've  
been thinking...



**"The Newman Center"**

392-6711      3484 Peel      392-5890

## McGILL SQUASH CLUB

Invites squash players to

## GENERAL MEETING &amp; SOCIAL

Join the club and find  
out about this year's events  
When: 7:00 pm-10:00 pm Thursday

Where: COTC lounge (3rd Flr.)  
at Currie Gym

Come and see us at Activities Night,  
Wednesday Sept. 21 at the Student  
Union Building.

## Prayer Group 1983-84

Led by Sister Anne Walsh  
Scriptural prayer and personal  
sharing meets every Wednesday  
7:30 pm

THE NEWMAN CENTRE  
(Green Room, 3rd floor)  
3484 PEEL STREET  
392-6711

Ads may be placed through the Daily, Room B03, Student Union Building, 8am to 2pm. Deadline is 2pm two days prior to publication.

McGill students: \$2.00 per day; for 3 days, \$1.75 per day; more than 3 days, \$1.50 per day. McGill faculty and staff: \$3.00 per day. All others: \$3.50 per day. (Exact change only, please).

The Daily assumes no financial responsibility for errors, or damage due to errors. Ad will re-appear free of charge upon request if information is incorrect due to our error.

The Daily reserves the right not to print a classified ad.

## 341 — APTS., ROOMS, HOUSING

minutes walking distance to class. 1 & 2 bedroom apartments. Large room, modern conveniences, short term lease available. 1555-1575 Summerhill (near Côte des Neiges). 935-7274. 933-2222.

3 1/2 Clean, heated, equipped, hot water. Pine and Durocher. On quiet courtyard. October 1. \$325.00. Call 845-1845.

Ghetto Location available immediately, 2 1/2 apartment, sublet with option to renew, clean, attractive building, \$250 monthly, 849-8241, 486-4967.

Share available 4 1/2 on Bishop St., furnished except empty bedroom; \$400/month. Wanting studios, neat/clean girl. 8 or 12 month lease. Phone Jennifer 845-4548.

SUBLET: 3 1/2, spacious, Balcony, hardwood floors. Close to Parc Lafontaine on Sherbrooke St. easy access to McGill. \$335/month includes heat and utilities. Call: 523-6748.

Woman seeks same to share quiet apartment on Lorne Crescent. Reasonable rent. Ten minutes from McGill. Must love cats and tolerate smoking. Immediate call Valerie at 843-7976 anytime.

Sublet: November to July 31. Lovely 3 1/2 in modern building, pool and sauna. 1550 Dr. Penfield \$550 per month including garage (to be discussed). Daytime, tel. nos: 397-4117; 397-4176. Evening, tel. nos: 935-8793, 733-5765. Refer to apartment when calling.

## 343 — MOVERS

The Ghetto Mover. Need something moved? Closed truck, cheaper than trailer rental & NO HASSLE. Call Gary: 744-6837.

## 350 — JOBS

IMVC Marketing Consultants is seeking SALESPERSONS lucrative sales opportunity awaits aggressive individuals. No sales background required. Ideal opportunity to gain firsthand experience. Part time or full-time flexible hours. High commissions. Phone 683-3810.

## 352 — HELP WANTED

PART-TIME TYPESETTER for weekday mornings and early afternoons. Applicants MUST be fully experienced on Compugraphic MDT 350 and trendsetter 812. If interested call Paula at 392-8959, weekdays 8am to 2pm.

Tutorial Service is now hiring senior or grad students to tutor a variety of subjects. Applicants must have S.I.N. number and bring transcript and reference to Powell Bldg. 3637 Peel, room 206.

## 354 — TYPING SERVICES

Typing of term papers, reports, theses, letters, résumés. Fast and professional. Good rates. Near McGill. 288-7913.

Theses, reports, manuscripts, letters, etc. 15 years experience in both languages. Rapid service. \$1.50/page/double. Work done on IBM. Mrs. Paulette Vigneault (a 3 minute walk from McGill Campus). Telephone 288-9638. Translation in several languages.

Typing: IBM III's, bilingual, reasonable rates. Fast/accurate/professional work. Same day service. Lise: 259-3537.

## 356 — SERVICES OFFERED

THE PHILOSOPHY AND WRITINGS OF SRI CHINMOY. A lecture series every Wednesday 6 p.m. Admission Free. Wed. Sept. 21: The path of the heart. Information: 486-9327/282-0672/934-0466.

## 361 — ARTICLES FOR SALE

Attractive grass green broadloom carpet 91X12ft. Almost new \$80 — 2 Simmons comfortable armchairs green velvet good condition \$50 or singly \$25 — Chest of drawers (six)/attractive almost new \$35. Please inspect no obligation 845-8091 evenings.

Smith Corona Enterprise II portable electric typewriter 1 year old — like new — \$150. Call Bruce at 392-4445 (9-5) or 688-0289 (nights).

Sacrifice Large Advent Loudspeakers (Walnut) in near mint condition — \$350 f.r.m. I must pay the bills. Call Mike 486-2979.

Furniture for sale: dresser, double bed, single bed and blinds. Very reasonable. Call 844-0797.

## LA FUTONNERIE

Directly from our workshop:  
3575 St-Laurent Blvd. Suite 605  
(Corner of Prince Arthur)

## FUTONS:

100% cotton, well-designed,  
pre-compressed mattresses.  
ALL SIZES, STUDENT  
DISCOUNT.

## ALSO:

cotton covers, comforters,  
pillows, cushions, wooden  
frames.

VERY SPECIAL DISCOUNT  
(\$65 to \$85) on Futon and Bed-  
Sofa wood frame set.  
TEL: 844-6210

Gives your ankles a break! Man's CCM Targa (ten-speed) 21 inch frame/27 inch wheels/blue. \$50.00. Call evenings: 748-5265.

Hazeltine terminal with Hayes Smartmodem, \$850. Do your computer assignments at home. 738-1949.

ITALIAN ARMY PANTS — padded knees, zippers-elastic all sizes \$14.95; Sweaters from \$5.95 etc. EXXA 1210 St Denis (South of St Catherine).

MUST SELL: Sanyo M4440 Walkman, purchased brandnew 8 months ago; paid \$145.00, asking \$95.00. Call 334-0895 after 8 pm.

Retro clothing and shoes, reversible wool tweed fluorescent raincoats new \$34.95; Bogart army trench coats from \$14.95. EXXA surplus 1210 St. Denis St.

## 367 — CARS FOR SALE

PEUGEOT 504 1975, sun roof, 88,000

miles. \$400. Days 392-8229. Evenings 388-5238.

## 372 — LOST &amp; FOUND

LOST: GOLD I.D. BRACELET "Ruby" engraved of great sentimental value. Please call Ruby 735-0072 or return to Davis House, Carmen on 2nd floor. Thanks.

LOST: In center for French as Second Language, Thursday afternoon Sept 15 - Gold Bracelet with circular design. Great Sentimental value - irreplaceable. Reward gladly offered. Call 286-0218 anytime of day or night

## 374 — PERSONAL

GOLD RUSH! KRT's search for an ounce of GOLD hidden on the McGill campus begins soon. To register or for more info. Phone 286-0830 (after 6pm)

## 383 — LESSONS OFFERED

Aerobic dance, Monday & Wednesday, 5:30-6:30; 10 weeks downtown, from Sept. 19, 870-2285 (days), 844-1835 (evening). Special rates for students.

Piano Lessons for beginners. Call 844-4907.

Available. Tutor for Arabic language. Call: 844-4907.

Modern Dance Classes, Tuesday and Thursday evenings. Other times negotiable. Call Frannie: 866-3281.

Yoga/Relaxation classes to stay in shape, and reduce stress, Monday, Wednesday and Saturday 5:30 - 6:30 pm; close to McGill, Concept Sur Le Vif 525-0760.

## 385 — NOTICES

AUDITIONS for MCGILL PLAYERS' opening production: two one acts ROBIN HOOD and THE LEGEND OF SLEEPY HOLLOW. Everyone from every faculty welcome! No experience necessary. Monday Sept. 19 4-6 pm Wednesday Sept. 21 6-8 pm Friday Sept. 23 12-2:30 pm. Players' Theatre 3rd floor Union Bldg. 392-8989.

GOLD! Where is it? Call 937-6484 after 6 to find out.

GRADUATE STUDENTS: Have you elected your representative to PGSS council? ELECT THEM NOW! Next meeting of PGSS COUNCIL: Wednesday September 21, 7:30 pm Thomson House.

M. NAKAO Osami, ex-résident de Pavillon McConnell, ancien étudiant d'Université McGill en Science politique, s'est fait tuer au cours de l'incident de l'avion Boeing 747 de vol KAL 007. Les parents de M. NAKAO au Japon, cherchent à obtenir des souvenirs de leur fils, en particulier des photos de M. NAKAO. Ceux ou celles qui les ont, sont priés de contacter M. NODA. Tel. 866-3429 (journée)/737-4955 (soir).

TODAY IN UNION 107/8 10:30-17:00 meet representatives from Montreal's volunteer organisations at community McGill's September Symposium.

## 387 — VOLUNTEERS

NOUS AVONS BESOIN de bénévoles pour visiter des personnes âgées dans le ghetto au cours de la session (des anglophones et des francophones). Appeler le Yellow Door 392-6742 Lun à Vend. 9:30-16:30.

## 392 — PARKING SPACES

Parking available steps from campus. \$35/month — call Andrea or Gord at 286-1624 or come to 3653 University St.

## AUJOURD'HUI

Project Ploughshares (McGill Disarmament Group) — Educational meeting at the Yellow Door on Alymer Street.

NDP McGill — organisational meeting: selection of co-ordinators, report from delegate to federal convention. Union 417 at 16h30.

Savoy Society — Auditions for Pirates of Penzance today and next Monday and Tuesday. Music Building, Rm. C617, 17h00 to 20h00. Auditions for lead parts, first call 392-8819, 09h00 to 17h00

Community McGill — Symposium from

10h30 to 17h00, Union 107-108. Representatives from 25 social service organisations will explain how you can help on a volunteer basis.

Players' Theatre — Cleanup Time! 09h00 to 10h30 throughout the week we will be packing and taking inventory. Union 308. P.S. If you can't come, send your empty boxes...

Library Workshop — Visit McLennan Library and its special collections. Tours start at Undergraduate Library Information Desk. 13h00-14h00 and 15h00-16h00. Sign up: 392-4288.

Chaplaincy — open discussion with Florence Hayes (Catholic chaplain). 19h30 at the Newman Centre (3484 Peel). Tel. 392-5890. Cocoa and coffee will be served.

Chabad House — Bagels & Marx: See A Day at the Races while eating bagels of assorted kinds. 17h30 at 3429 Peel. Admission \$1.50.

Jewish Teacher Training Program — What's Wrong with Jewish Morality in the Classroom? with Natalie Polzer. 3511 Peel, 12h15 to 13h00.



# Vive le Québec Vert

par Lucie Masse

Les Verts(es) en sont déjà à leur deuxième réunion à Montréal bien qu'officiellement le groupe n'existe pas encore. Il n'y a qu'une volonté de rassembler les individus et les organisations "à la conscience verte", expression à la mode dans le milieu écologiste, et de combler ainsi un vide ressenti par plusieurs au niveau de la politique québécoise.

La première rencontre, peu publicisée, a attiré environ 130 personnes, principalement des jeunes de la classe moyenne entre 25 et 35 ans. Les deux groupes linguistiques majoritaires du Québec y étaient d'autre part bien représentés, 80 pour cent de francophones et 20 pour cent d'anglophones. Tous les discours et rapports d'ateliers étaient lus en français et en anglais dans la bonne entente générale.

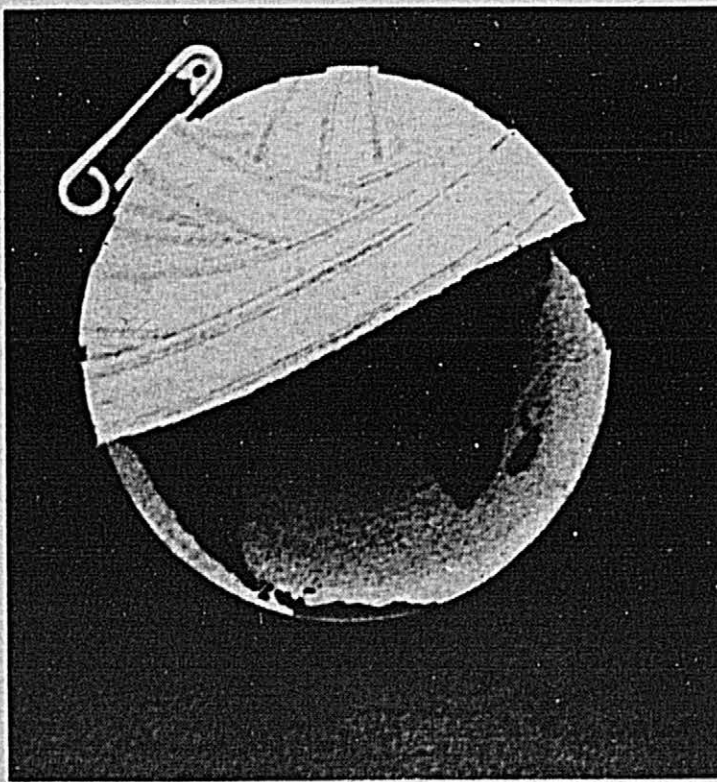
Divisés en ateliers, les gens ont discuté de diverses questions dont celles à savoir si Les Verts(es) devraient être un mouvement ou un parti politique et quelles en seraient les structures. La majorité ne voyait aucune dichotomie entre être un parti ou un mouvement. Les élections ne représenteraient qu'une tribune de plus pour propager la "conscience verte" tandis que le mouvement serait une coalition d'individus et de groupes alternatifs déjà existants.

Plusieurs participants ont souligné l'importance d'encourager les individus à militer d'abord dans des groupes au niveau local. La tâche des Verts(es) serait de définir les valeurs et les buts communs de toutes ces organisations et de créer un climat favorable à l'action. Les Verts(es) veulent ainsi chapeauter une base déjà existante et non s'imposer par le haut.

Le point concernant les structures organisationnelles d'un éventuel mouvement a été moins discuté. Lors de la deuxième rencontre, les participants se sont prononcés en faveur de deux conférences/forums qui se tiendraient le 15 et le 29 octobre, c'est à dire les deux samedis encadrant la manif du 22 octobre pour le désarmement. Des lettres d'invitation seraient envoyées aux groupes alternatifs établis tant à Montréal qu'à l'extérieur. Les structures du mouvement ne seraient définies qu'à ces deux sessions.

Au niveau décisionnel, l'assemblée semblait favoriser le processus dit consensuel, ce qui signifie tout simplement qu'un consensus général doit être établi avant toute prise de décision. "Habités aux décisions prises par vote majoritaire, disait un jeune étudiant, les gens ont abdiqué leur droit de veto individuel et sont devenus apathiques." D'autres, par ailleurs, craignent que les décisions prises par consensus retardent l'action et, ainsi, réduisent l'efficacité du mouvement.

L'idéologie et l'orientation des Verts(es) ont aussi soulevé des interrogations. Une francophone s'est demandée quels rapports les



Verts(es) québécois auraient avec l'organisation fédérale du même nom, laquelle espère pouvoir participer aux prochaines élections fédérales. Pour pouvoir inscrire le nom de leur parti sur les listes électorales, Les Verts(es) fédéraux devront présenter des candidats dans 55 circonscriptions. Un congrès national se tiendra à Ottawa en novembre.

Il est difficile de prévoir si le Québec sera un terrain propice à l'idéologie verte. A première vue, le mouvement écologiste est plus populaire au Canada-anglais. Le premier parti vert a été formé en Colombie-Britannique lors des dernières élections provinciales au printemps 83. Les francophones semblent plus éloignés de ces préoccupations.

## Zelig: le pouvoir des illusions

par Sophie Beaulé

Vous rappelez-vous quand, plus jeunes, vous alliez voir vos grands-parents? Immanquablement, l'un d'eux sortait avec amour *La vie du caméléon* ou un vieux 78 tours, "Chameleon days". Et combien de fois avez-vous redemandé l'histoire du caméléon... C'était bien entendu l'histoire de Léonard Zelig, véritable mythe durant les années 30.

Il était une fois un homme qui s'acceptait si peu lui-même et voulait tellement que tout le monde l'aime qu'il se transformait selon les gens avec qui il était jusqu'à devenir leur copie. Avec un Noir il devenait Noir, avec un Indien des plumes lui poussaient sur le crâne et en compagnie d'obèses il enflait à vue d'oeil, lui si mince ordinairement!

Les autorités, ayant eu vent de l'affaire, l'enfermèrent bien vite dans un hôpital psychiatrique où une bonne fée, le docteur Eudora Fletcher, le soigna. Mais sa soeur, assoiffée d'argent, sortit Zelig de l'hôpital et en fit un objet de curiosité publique. Mais ouï, après une brusque disparition, la gentille Eudora rattrapa Zelig et le guérit presque complètement. C'est le bonheur, Eudora et Léonard s'adorent et parlent mariage. Mais de nouveaux scan-

dales sépareront nos tourtereaux qui pourront enfin se retrouver plus tard sous l'oeil "bienveillant" (!?) d'Hitler et vécurent heureux très longtemps. Jolie histoire, n'est-ce pas? Et si vraie... La preuve: Woody Allen en a fait son dernier film, *Zelig*. Il a retracé l'histoire de cet homme qui n'a jamais vécu, jamais existé que dans son imagination prodigieuse... Cette jolie histoire, si vraie, s'avère enfin un film où tout est garanti faux à 100%.

Zelig, c'est Woody bien sûr et Eudora Fletcher, c'est Mia Farrow. Démontrant une fois de plus son talent vertigineux, Woody a monté de toutes pièces un documentaire bidon où l'on ne sait plus distinguer le vrai du faux: il utilise (en les truquant) et crée des films d'époque, reportages et actualités, compose Fox-Trot et Charleston à l'image même des années folles et présente des "vedettes" (ou acteurs aux maquillages super-habiles) comme Hitler, Joséphine Baker, Charles Lindberg et j'en passe. Il va même jusqu'à présenter des extraits d'une pseudo-production de la Warner Bros. Pour faire encore plus "vrai", Allen entrecoupe les documents d'époque d'entrevues actuelles. Les effets visuels et sonores sont tout bonnement

renversants. Et l'effet de surprise s'avère bien utilisé au fil d'une intrigue bien menée.

Woody Allen ment, et superbe-ment. On ne peut qu'être séduit par cette magistrale supercherie. A nous qui sommes toujours prêts à croire des semi-vérités, Allen multiplie les preuves authentifiant cet énorme bobard. Mais est-ce vraiment nécessaire de discerner le vrai du faux? Combien de personnages de romans, de mythes ou de films, s'attachent à nous et deviennent partie intégrante de nos vies? Allen a mis une forme et un nom original à nos vieilles peurs et à notre soif d'être acceptés par la société; peut-être Zelig restera-t-il dans nos vies quotidiennes, avec Eve ou Tarzan. Sous le faux, Allen se montre profondément vrai en peignant le conformisme maladif.

Le réalisateur nous offre ici une "illusion comique", une démonstration formelle de la fragilité, du pouvoir de tromperie de l'audio-visuel et de l'art en général. Un léger frisson soudainement: l'illusion audio-visuelle au profit de la politique peut mener loin... Et l'histoire du Boeing n'est rien... Mais revenons au septième art. Le cinéma de fiction n'est-il pas un mensonge à la base? L'illusion, sève de la création artistique, est réutilisée dans *Zelig* d'une

manière neuve et étonnante. Les générations futures se laisseront-elles bernier?

*Zelig* s'avère de plus un excellent témoignage autant des années folles que des années quatre-vingt (tout aussi folles). Ces deux époques ne sont-elles pas marquées par une crise économique, un chômage exorbitant, le désir de la population de s'évader par la musique, les amusements? Nous possédons nous aussi nos vedettes du jour. Zelig témoigne de son époque où le besoin de sécurité dans une société qui offre le miroitement du capitalisme est le plus fort. Il faut se confondre à la masse pour survivre. Et essayer de refouler une solitude omniprésente. *Zelig*, c'est cela aussi. Des gens qui rient inconscients de la montée du fascisme, ou qui annihilent leur personnalité pour ne pas avoir à s'engager socialement, ou pour se protéger. Encore une fois, le vrai se décèle sous le faux!

Bref, comme vous le constatez, *Zelig* est plus qu'une simple comédie... Il faut voir ce film non seulement pour son exploit technique, mais aussi pour l'imagination débordante d'Allen et les questions qu'il soulève. Et surtout, n'oubliez pas d'annoncer ça à vos grands-parents!

## LES TROTTEUSES(RS)

• Saviez-vous que Michel Tremblay parle anglais? Eh bien oui! Vous aurez même la chance de savourer son accent ce soir à la bibliothèque de Côte St-Luc, 7101 Côte St-Luc, à 20 00 hre alors qu'il donnera une conférence intitulée: *Conversation with Michel Tremblay*. Info. 481 5676.

• La collective lesbienne Ça s'attrape a un besoin urgent de collaboratrices. Aucune qualification requise... Info. écrire à Ça s'attrape, C.P. 771, Succ. C, Mt, H2L 4L6.

• Le centre multi-ethnique St-Louis, 3553 St Urbain, offre un service de garderie les vendredis soirs de 17 30 à 22 30 hre et les samedis de 10 00 à 18 00 hre. Des jeunes expérimentés du projet Action-Jeunesse s'occuperont de vos enfants, de 15 mois à 8 ans, moyennant une cotisation de 1\$ l'heure.

• Pour aérer vos cerveaux emboucanés et décaféiner votre vésicule biliaire (d'une couleur de plus en plus douteuse à mesure que la session avance...), VISA PLEIN AIR vous propose des randonnées en canot, en vélo, et en ski de randonnée ainsi qu'une session de ballon volant. Info: 4358 de La Roche, 523 1565 ou 523 1808.

• Rien qu'à voir le machino-chauvino-sexisme de la faculté de génie de McGill, on comprend qu'il n'y ait que 2% de femmes ingénieures au Canada. NEANMOINS, afin d'encourager les femmes à grossir ce pourcentage, le Conseil canadien des ingénieurs a collaboré avec l'ONF à la production d'un film intitulé "Nous sommes des ingénieures". Ce documentaire sera disponible dès le mois d'octobre aux services des réservations de l'ONF.

• L'AGEUQAM organise un débat-conférence sur le projet fédéral de création d'une agence de renseignement civil (projet de loi C-157). Ce projet, semble-t-il, est une sorte d'agence d'espionnage contre les citoyens un peu louches par les filcs (encore plus louches...) de la GRC. Rendez-vous le mercredi 21 septembre, 20 30, local AM-050 dans le pavillon Hubert-Aquin, niveau métro, face à la bibliothèque. Les trois panellistes: Gaétan Nadeau de la Ligue des Droits et Libertés, Jean-Claude Leclerc du *Devoir* et un représentant du bureau du Solliciteur Général Fédéral.

• Ecoles de survie amérindiennes chaque vendredi soir à 20 00 hre au Centre Interculturel Monchanin, 4917 St-Urbain. Entrée libre. Info: 288 7229.



fondé en 1911

THE MCGILL **l'édition française** DAILY"Ce pays désagréable qui ressemble à un bordel en flammes" (Hubert Aquin, dans *Parti Pris*, jan. 64)

# Insolences

"Les anciens mythes sont aujourd'hui en ruines et il n'est plus personne pour croire (...) que la guerre est menée pour autre chose que l'argent, que la supériorité intellectuelle est l'apanage des riches. La poésie et l'écriture, comme l'histoire, commencent d'appartenir et à d'être faites par tous." (G. Godin, 1968)

La production de ce numéro est presque finie, tous les articles sont dactylographiés, les photos et gravures assemblées au bon endroit, les titres imprimés. Je peux souffler un instant, entre un dernier café et l'ultime cigarette et pondre quelques réflexions nocturnes sur un sujet qui intrigue beaucoup de lecteurs-trices: la politique d'information du journal.

D'abord, mettons les choses au clair, au risque de scandaliser quelques âmes tranquilles. La Presse Étudiante du Québec, dont nous faisons partie, ne croit, n'a jamais cru, ne croira jamais à la sacro-sainte "objectivité" journalistique, comme cela se constate facilement en parcourant les pages de cette livraison hebdomadaire. Bon, alors, c'est fait, vous avez de ma part un aveu de préjugé (je préfère le terme de *Parti Pris* ou d'*Engagement*). Cela semble of-fusquer beaucoup plus les anglophones que les francophones, plus habitués sans doute à un style d'écriture plus polémique et idéologique.

Première constatation: nous privilégions certaines informations sur les "luttres" (non je n'ai pas étudié à l'UQAM) ou la culture alternative. L'information donne accès à la décision et favorise la démocratie participative. Mais il ne s'agit pas de tendre le micro aux patrons, ministres ou "experts", que l'on voit tout le temps dans les médias professionnels. De la même façon que la PEQ a une analyse critique de cet ordre (que l'on le qualifie de "régime capitaliste", de "société sexiste et patriarcale", de "réalité du marché du travail", ou autre), nous décrochons du journalisme officiel, dont la crédibilité est enracinée dans cette idéologie de "neutralité" et "d'objectivité" (Back to square one).

Endoctrinement ou "brain-washing" sont de bien vilains mots, et l'on doit faire attention avant de porter des accusations d'endoctrinement social contre les mass-média. On croit que ce phénomène n'existe que sous les dictatures centralisées de type soviétique, et qu'il est foncièrement incompatible avec le pluralisme.

Mais pour avoir l'endoctrinement, il suffit que la concurrence idéologique, la fabrication de l'actualité ou l'accès aux médias soient régis par des rapports de force ou de domination suffisamment inégalitaires pour conférer un avantage écrasant à l'une des parties. Vous l'aurez deviné, dans notre système, ceux qui contrôlent les chaînes de presse, ceux qui "font la nouvelle" sont soit les entreprises, soit les gouvernements dont les politiques servent ces entreprises, soit enfin des spécialistes justifiant ces politiques, ou les critiquant parfois sévèrement, mais toujours à l'intérieur d'un champ des possibles assez étroit.

La notion de diversité pluraliste est superficielle et trompeuse. (C'est un peu brutal comme prononcement). Les agents de transmission du savoir et de l'information, notamment les mass média, constituent un élément indispensable "d'endoctrinement", malgré l'expression de conceptions souvent radicalement contestataires. Bien sûr, ça reste souvent voilé par notre environnement culturel, p.ex. l'absence de dictature, les controverses entre le PQ et le PLQ, le manque d'homogénéité de la pensée dominante conservatrice ce qui permet l'émergence de variations et de divergences au sein des limites mêmes de cette pensée.

Pour citer un politologue britannique, Ralph Milliband, "l'impartialité (des mass media) s'arrête brusquement là où prend fin le consensus politique — et plus l'opposition se fait virulente, moins les médias sont impartiaux et objectifs" (*L'Etat dans la société capitaliste*). Ils remplissent un rôle plus conformiste que critique. Ils ne brassent pas de merde, ne déterrent pas les dessous de l'actualité, acceptent, avec plus ou moins d'enthousiasme, les dogmes de la guerre froide ou de l'inégalité sociale des femmes.

"On espère que les artistes auront le courage d'écrire, de peindre ou de filmer ces cris presque insoutenables, affirmant par là leur vocation première qui n'est pas précisément de rassurer (...) mais bien de troubler, de bouleverser, de choquer toutes les âmes trop tranquilles et confortables, et tous les esprits trop sereins et trop compréhensifs. Car s'il est vrai que l'on doit tendre un miroir à la société, notre monde en révolution/décomposition ne peut avoir d'autres reliefs que des lueurs qui rappelleront les tableaux pessimistes de Goya et de Jérôme Bosch." (D. Arcand, 1964).

Back to square one encore une fois, la PEQ. L'objectivité, c'est séduisant: être du "juste milieu", "réaliste", cela déplaît à peu de gens. Mais cela est une supercherie lorsqu'on est un journal du mouvement étudiant. Aye! There's the rub, pour emprunter à Hamlet. Un journal étudiant: nous ne porrons prétendre conserver une position neutre face aux politiques qui dévalorisent l'enseignement, face à la discrimination en milieu scolaire contre ceux qui proviennent des milieux défavorisés, face à la recherche militaire qui se fait à McGill, ... A partir du moment où le journaliste étudiant est un acteur, il est impossible (et inadmissible) de se placer au-dessus de la mêlée. Opter pour la neutralité, c'est déjà avoir posé un geste politique, car une information neutre, statique, qui ne dérange personne et qui ne se ferait remarquer par personne équivaut à vider les faits de leur contenu social, de leur contexte dans les rapports de force (inter-classes, hommes-femmes, blancs-noirs) qui régissent pourtant qui a accès à quoi, qui contrôle et domine qui.

Cela ne veut nullement dire qu'avoir une vision critique et que prendre une "responsabilité morale" de dénoncer, d'expliquer, d'offrir des alternatives soit synonyme de malhonnêteté ou de manque de profondeur. On peut toujours monter les dossiers bien documentés, présenter des analyses cohérentes. Mais il n'appartient pas aux journaux étudiants de perpétuer les mythes étouffants de la réussite individuelle, ou de la société de consommation, lorsque 55% des étudiants-es ont été chômeurs-ses l'été dernier, lorsque plus de 200,000 jeunes crèvent sur 147\$ par mois, lorsque les gouvernements sabrent dans le social pour alimenter le virage technologique et militaire.

Le journalisme "pro", objectif et froid est un intoxicant et un tranquilisant, qui tourne dans le vide. Nous ne serons jamais "respectables", mais spontanés, un peu flyés et à contre-courant. Une bande de joyeux troubadours, tapageurs, malotrus et scandaleux, quoi. Mais, au moins on va s'amuser un peu en foutant la pagaille ici, tout en attendant la Bombe.

Michel-Adrien Sheppard



L'Édition Française a déménagé ses pénates! Vous voyez sur la photo nos nouvelles installations de production. Ah! Le virage technologique nous fait tripper...

## HYDE PARK

Eh oui! Nous voici de retour dans l'univers fantastique des études. Que McGill vienne tout juste de nous ouvrir ses portes ou bien qu'on y soit étudiant de longue date, tous nous anticipons une autre année de défis, académiques ou autres. C'est beaucoup d'efforts à fournir, il faut se l'avouer, mais qui en valent la peine - pensons-nous.

Pourtant, une question simple qu'on a tendance à oublier lorsque bien protégé sous la jupe de McGill, se rapporte à nos années post-universitaires. Reste-t-il des ouvertures dans mon domaine? Quelles sont les carrières stimulantes et prometteuses des années '80? Où pourraient me mener les cours que je suis actuellement?

Ce dont tout étudiant a réellement besoin afin d'apporter réponses à ces questions, c'est de sortir et de rencontrer les artisans du monde du travail. Eux peuvent nous guider. Facile, direz-vous, mais presque impossible si on considère les conflits d'horaire entre étudiants et hommes d'affaires, et le manque de contacts pouvant faciliter l'accès à cette information.

AIESEC-McGill s'est penché sur le problème. Pour la cinquième année consécutive, AIESEC transportera ce monde du travail sur le Campus. En effet, le jeudi 22 septembre de 10:00 à 16:00 dans le Union Ballroom, les représentants de 24 des plus importantes compagnies canadiennes installeront leurs kiosques d'information à la disposition des étudiants. Ces professionnels espèrent rencontrer les étudiants de TOUTES les facultés et de tous les niveaux universitaires, afin de discuter et répondre à leurs questions. On y discutera des options d'emplois, leurs pré-requis, des objectifs des diverses compagnies et des prévisions générales des industries.

Cette manifestation, plus connue sous le nom de *Journée Carrières (Career Day)*, est sur le point de devenir une institution en elle-même, indispensable à McGill. Y participer fait partie du cours normal de toute éducation universitaire. N'oubliez pas d'inscrire cette date à votre agenda car en fait, c'est de VOTRE avenir dont il s'agit.

All contents copyright © 1983 by the Daily Publications Society. All rights reserved. The opinions expressed in the pages of this newspaper do not necessarily reflect the views of McGill University. Products or companies advertised in this newspaper are not necessarily endorsed by the Daily staff. Second class mailing N°. 5217. Printed at L'Imprimerie Dumont, 9130 Boivin, Lasalle, Québec.

Editor-in-Chief  
Redacteur-en-chef de l'Édition Française  
Senior News Editor  
News Editors

Photo Editor  
Production Co-ordinators

Science Editor  
Sports Editor  
Supplement Editor  
Features Editor

Production assistants

Suzi Goldenberg  
Michel-Adrien Sheppard  
Albert Norenberg  
Jenny Boern  
Frank Watts  
Melinda Wittstock  
Gerard Martin  
Kirsty Clarke  
Colin Tomlins  
Heather Penik  
Takane Chlod Alzeke  
Brendan Kelly

Canadian  
University  
Press

Editorial Offices: 3480 McTavish, room B-03, Montréal, Québec, H3A 1X9 — (514) 392-8955. Business Manager: Marian Aronoff — (514) 392-8959. Advertising: Boris Shedov & Debbie Zemnickis room B-17 (514) 392-8902. Proofreader: Ron Fleischman. Divine Guidance: Michael Pacholka & Boris the kitty.

The Daily is a founding member of Canadian University Press (CUP), La Presse Étudiante du Québec (PEQ), and Campus Plus (CUP Media services).



# Etudiants collabos et étudiants autonomes: la loi 32, les antécédents

(premier de deux articles)

par Michel-Adrien Sheppard

L'adoption en troisième lecture, le 23 juin dernier, du projet de loi 32 (*Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants*), constitue l'aboutissement pour le PQ d'un long processus de conditionnement du milieu étudiant.

Depuis que le Ministère de l'Éducation (MEQ) a décidé de faire une place importante à la question des droits étudiants, en y allant d'initiatives, de coups de sonde, de "volontés exprimées" de "venir en aide" aux associations, le mouvement étudiant a du mal à débroussailler les sentiers politiques battus à son insu, et de manière tout à fait non-sollicitée, par les pouvoirs publics.

Sous la férule de Camille Laurin, ministre de l'éducation, l'attitude gouvernementale au chapitre de la reconnaissance du syndicalisme étudiant se résume par une phrase: "Avant moi, le déluge". Face aux problèmes du paternalisme de certaines administrations refusant d'octroyer des droits aux étudiants-es, le Dr. Laurin s'est hissé d'autorité comme pourfendeur des "méchants" établissements et comme protecteur des pauvres écoliers sans voix et, selon lui, désorganisés.

En effet, de façon indépendante de la volonté maintes fois réitérée par la majorité du mouvement étudiant de conserver son autonomie politique, le MEQ veut depuis des années impulser une politique officielle de reconnaissance en s'engageant sur la voie d'un cadre réglementaire ou d'une législation ayant pour objet l'inscription juridique des droits (et évidemment, des responsabilités des associations locales), cadre inspiré du Code du Travail régissant les rapports syndicats/patrons.

Il était une fois le MEQ...

Déjà en 1968, le MEQ discutait de la perspective d'intervention dans les affaires étudiantes qu'offrait le terrain juridique. Mais l'auto-sabotement de l'Union Générale des Étudiants du Québec en 68 rendit caduques les velléités étatiques d'encarcement du syndicalisme étudiant. La renaissance du mouvement en 1974-5, à la faveur de la grève générale sur les prêts-bourses et contre la politique restrictive de sélection à l'admission universitaire, et le lancement de l'Association nationale des étudiants-es du Québec (ANEQ), allaient cependant relancer tout la dynamique de la reconnaissance/répression des associations locales.

L'impopularité du régime Bourassa auprès de la masse étudiante empêcha toute tentative véritable d'ingérence législative dans le fonctionnement des associations locales. C'est sous le

septennat péquiste que les projets du MEQ ont su trouver des appuis tacites ou ouverts dans une frange pro-nationaliste du mouvement étudiant, frange peu encline à préserver son autonomie face aux initiatives du PQ en milieu jeunesse, et inapte à comprendre la stratégie d'étouffement financier mise en branle dernièrement par Camille Laurin.

L'histoire de l'agent 204-07

Depuis la réémergence du mouvement, le financement de la plupart des associations locales était garanti par des ententes avec les établissements à l'effet que les administrations assureraient le prélèvement obligatoire de la cotisation étudiante lors de l'inscription. Cette pratique, privilégiée en milieu cégepien, s'était progressivement imposée suite à la publication par le MEQ de la directive 204-07 qui amenait un amendement à l'article 24 de la *Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel*. La directive stipulait:

"Le collège peut percevoir de tout étudiant un montant annuel à titre de cotisation à l'association générale étudiante..."

Face au refus obstiné de plusieurs administrations de reconnaître les structures syndicales dont s'étaient dotés leurs étudiants-es, et donc à la faiblesse du 204-07, l'ANEQ proposa en janvier 1981 plusieurs modifications afin de régler une fois pour toutes la question de la répression politique et de la non-reconnaissance. Un mandat voté en congrès national définit les revendications, qui sont toujours

fut acheminé au MEQ, l'ANEQ affirmait que:

"Nous pouvons constater que la directive (204-07) n'est pas là pour répondre aux besoins des associations, mais plutôt pour les encadrer légalement avec le plus de restrictions possibles"

La réponse aux requêtes de l'ANEQ se fit attendre jusqu'en mars 1982, lorsque la Direction générale de l'enseignement collégial, structure consultative rattachée au MEQ, fit parvenir un avis juridique aux associations de CEGEP sur la cotisation et les contrats de service. L'avis, baptisé "formule CANO", expliqua que la directive 204-07 était abolie, "suite à des revendications de l'ANEQ". L'avis accordait bien le droit de négocier des ententes séparées au niveau des SAE (services aux étudiants) et des modalités de paiement des différents frais afférents et de service à l'association, ce qui correspondait aux revendications étudiantes. Cependant, sous la surface dorée de cette mini-victoire se dissimulait un recul inégal, puisque la formule CANO stipulait explicitement que la cotisation étudiante aux AGE collégiales devenait par le fait même de l'abolition du 204-07 facultative.

CANO: fossoyeur de l'autonomie

En 1982-83, plusieurs administrations firent circuler des lettres aux étudiants-es avant leur inscription, les informant que la cotisation était soit volontaire, soit remboursable. Au CEGEP St-Jean, seulement 80 étudiants-es versèrent la cotisation; au Vieux-Montréal, plus de 1,500 étudiants se prévalurent de leur droit d'obtenir remboursement. De plus, à St-Jérôme, Hull et ailleurs, les conseils d'administration ou directions des SAE obligèrent les représentants des AGEs à parapher des contrats de service contraignants ou encore d'accepter des règlements disciplinaires de la vie étudiante avant de verser une partie de la cotisation à l'association. La

pourront-elles continuer à survivre?", *Le Québec Étudiant*, 6(1), sept. 82)

Ce sont ces deux éléments, soit la stratégie de suspension de la formule Rand et la réussite partielle de la campagne de sollicitation du ministre Laurin ("redonner une voix aux étudiants") auprès de certaines sections du mouvement étudiant qui expliquent la venue ultérieure de la loi 32.

RAEU: intégration vs. mobilisation

On peut situer vers la même époque la période où une partie de la direction du mouvement (le RAEU, Rassemblement des Associations Étudiantes Universitaires) a opté pour une approche de "jeunes citoyens responsables". Cette approche privilégie la conciliation et les bons rapports politiques avec le MEQ et vise à remplacer une certaine tradition de mobilisation et de négociation, tradition jugée dorénavant préjudiciable au processus de bonne entente avec quelques hauts fonctionnaires et ministres sympathiques au "réformisme pragmatique" du RAEU.

Cette période, s'étendant de janvier 1980 jusqu'à aujourd'hui, avait connu plusieurs luttes pédagogiques intenses, notamment à l'UdeM (départements de psycho, d'histoire et de socio, de pédagogie préscolaire-élémentaire), et à l'UQAM (animation culturelle, sciences juridiques).

C'est dans ce contexte d'affrontement avec les administrations et l'État que certaines tendances désirant une "judiciarisation" des droits syndicaux commencèrent à s'exprimer au sein du RAEU. Martin Desrochers, alors sec.-géné. de la FAECUM (association de l'UdeM) écrivait en décembre 80:

"On peut définir les modalités de reconnaissance des associations comme le cadre juridique qui réglementerait la vie des associations tout comme le Code du Travail régit la vie des syndicats. Bien sûr, cela représentera certaines obligations,

les gérer.

"Nous voulons sceller ces droits dans une charte des droits. C'est pourquoi nous avons rédigé le projet de charte et l'avons proposé pour discussion aux autres associations universitaires." (*Continuum*, 20 jan. 81)

Si la charte m'était contée

Ainsi fut lancée l'idée-maitresse de l'intervention du RAEU en 80-81: soit le colloque sur la "Charte des droits étudiants" devant faire l'objet d'un colloque et d'un enchaînement juridique subséquent.

Vers la même époque, le ministre Laurin commençait à se montrer de plus en plus "ouvert" à cette suggestion de réglementation par voie législative des droits étudiants, affirmant, dans un communiqué du 21 janv. 81, que le MEQ savait "que les institutions d'enseignement ne disposent pas d'un cadre juridique ou réglementaire qui facilite la reconnaissance des associations". Le MEQ finança le colloque du RAEU sur la charte des droits et responsabilités, et Laurin fut un des invités-conférenciers d'honneur.

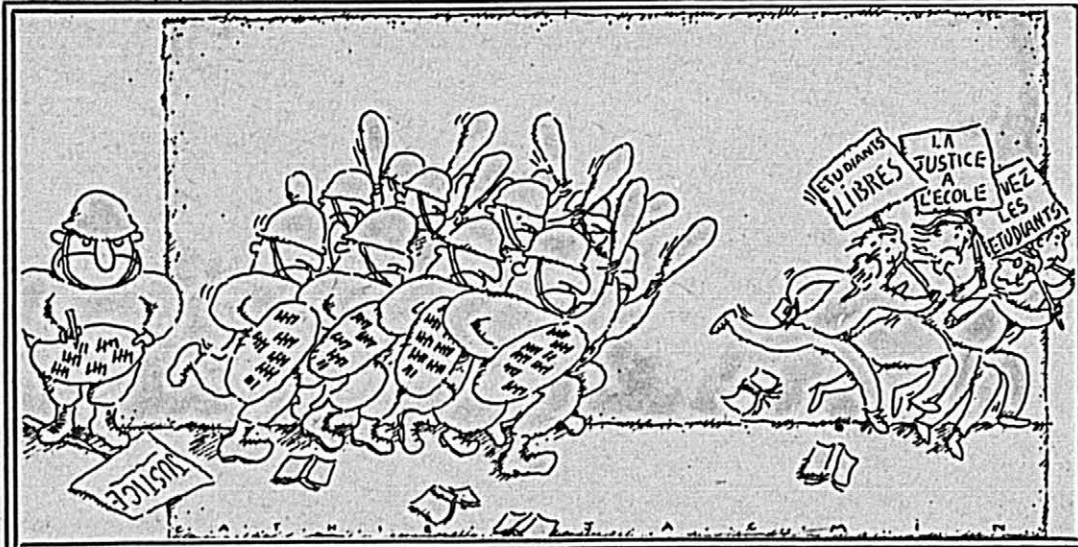
Ce colloque fut un véritable bordel: la direction du RAEU n'a pas permis que des votes se prennent parmi l'ensemble des participants-es pour déterminer si la majorité voulait ou non une loi sur la reconnaissance. L'anti-démocratie des organisateurs atteignit son paroxysme lorsqu'après les discours d'ouverture, on annonça que seulement une dizaine de personnes étaient autorisées à poser des questions aux orateurs. La moitié environ des 400 inscrits-es au colloque choisirent de se retirer du cadre de participation prévu pour tenir une plénière dissidente opposée à une charte et pour l'élaboration d'un Manifeste de revendications.

Manifeste vs. carcan

Les partisans du manifeste n'acceptaient pas la tendance à asseoir juridiquement les rapports entre associations/administrations/État, et à éclairer l'action syndicale étudiante du phare du Code du Travail. À l'instar du code, dirent les dissidents, une inscription légale des modalités d'accréditation et de reconnaissance des AGE donnait au gouvernement un droit d'ingérence directe en plus de lui accorder le pouvoir de définir de ce qui est permis et interdit dans les luttes étudiantes. De plus, les dissidents contestaient le principe de "compter pour défendre les droits étudiants sur le gouvernement face aux politiques duquel nous nous retrouvons souvent en opposition radicale. L'État est-il vraiment apte, par sa soi-disante neutralité, à assumer la position d'intermédiaire dans les conflits, entre les mains duquel sont déposées les règles et les normes régissant ces rapports de force?" (*Édition Française*, Francine Hébert et Danielle Champoux, 10.02.81).

Au sein du RAEU surgirent alors des déchirements qui se développèrent parallèlement au projet de la direction d'élaborer une loi. Pour plusieurs, ce colloque fut le révélateur de la volonté du bureau dirigeant du RAEU de préparer un renoncement éven-

suite à la page 8



les mêmes: soit que le MEQ intervenne pour rendre obligatoire la reconnaissance *de facto* de toute AGE existante et reconnue par les étudiants-es; pour forcer les administrations à percevoir à la source les cotisations obligatoires décidées par référendum ou en assemblée générale, et à les verser sans condition et sans ingérence à l'association (formule Rand).

Dans le document de travail sur les insuffisances du 204-07 qui

direction se réservait évidemment le droit de décider de la date du versement du restant de la "cote", mais à la condition d'obtenir des AGE une promesse de ne pas perturber l'équilibre de l'institution. Et tout cela, à la faveur d'une politique du MEQ, politique délibérée de déstabilisation des AGE les plus combatives et contestataires. (cf. *Mémoire de l'ANEQ à la commission parlementaire sur la Loi 32*, 9 juin 1983; aussi, Marco Bélanger, "Les associations étudiantes

mais les avantages en vaudront la peine". (*Le Continuum*, 02.12.80)

Faces aux mobilisations qui ne cessaient de se multiplier à l'UdeM et ailleurs et devant une répression parfois féroce (expulsions, injonctions, poursuites), Desrochers récidivait fin janvier 81:

"Face à la ténacité de la direction, il faut une solution à long terme. Nous ne pouvons sans cesse recommencer à mobiliser, nous faire flanquer une accusation, remobiliser... et ainsi de suite ad vitam aeternam. Cela n'a pas de sens, il nous faut avancer, obtenir des acquis et



# ART EN PRISON

leur première apparition publique au Salon national des galeries d'art (1<sup>er</sup> au 4 septembre 83), une foule nombreuse et sympathisante est venue les encourager. Depuis, leur local dans le plateau Mont-Royal ne derouge pas. Et des toiles vendues localement, quelques subventions (d'état), quelques promoteurs indépendants ou privés promettent de leur faire débiter ces affiches énormes qu'ils jouissent d'une bonne publicité, allant des flash d'actualité à l'humour et aux peintures hautes en couleurs, comme celles de M.D.A.C.Q.

M.D.A.C.Q., natif ou non, n'est pas un moulon sur Park. Cet artiste a reçu une bourse d'études en 1979 pour promouvoir la peinture classique et exposer ses œuvres pendant ce temps. Louis-Jacques est le premier qui a vendu jusqu'à maintenant s'inclinant devant sa facture classique avec sa Galerie Maximun. Sa pièce la plus intéressante est son Autoportrait : Leonard de Vinci. Sa reproduction est formée par le reste de ses œuvres (Rembrandt) et une œuvre d'art (Rembrandt) et une œuvre d'art (Rembrandt) et une œuvre d'art (Rembrandt).

[illegible][illegible]



# Eros et Thanatos

par Daniel M. Weinstock

N'y connaissant presque rien au monde de la danse moderne, c'est avec grande curiosité que je m'installai dans un siège de la salle Wilfrid-Pelletier, samedi après-midi, pour attendre l'arrivée des danseurs et des danseuses du Ballet du XXe Siècle, dirigé par le célèbre chorégraphe belge Maurice Béjart. Comme un peu tout le monde, je connaissais Béjart de réputation et, bien sûr, j'avais eu l'occasion de voir Jorge Donn, codirecteur de la compagnie, danser dans Les uns et les autres de Claude Lelouch. Outre ces quelques bribes, mes impressions en arrivant à la Place des Arts étaient dominées par un certain nombre de clichés et de stéréotypes quant à la valeur de la danse en tant que mode d'expression artistique: selon ces clichés, la danse serait un spectacle beau et gracieux mais sans véritable profondeur.

Dès les premiers instants d'Eros Thanatos, ces mythes commençaient déjà à s'évanouir. Le spectacle, composé par 18 ballets très différents les uns des autres, constitue une réflexion belle et cohérente sur la mort et l'amour, éblouissante autant par ses grandes qualités visuelles que par la présentation hautement stylisée de ses thèmes.

L'oeuvre de Maurice Béjart est efficace parce qu'elle est habitée par un grand nombre de conflits et de tensions qui donnent à son ballet un dynamisme que le spectateur ressent d'emblée.

L'on retrouve tout d'abord une tension élémentaire entre les deux thèmes principaux, la mort et l'amour. Le spectre de la mort plane constamment sur l'ensemble de l'oeuvre: le spectacle est ponctué par les sons assourdissants et troublants d'un accident de voiture; de plus, le côté droit de l'avant-scène est pendant une grande partie du spectacle occupé par un corps allongé et immobile, qui représente le danseur mort qui a inspiré cette oeuvre à Maurice Béjart. L'amour, pour sa part, est le thème principal de la plupart des ballets. Il existe à l'intérieur même de ce thème une tension évidente entre l'érotisme, l'aspect très charnel de morceaux tels que Bolero et Le Sacre du Printemps, et le romantisme beaucoup plus éthéré d'un ballet comme Roméo et Juliette.

Un nombre d'autres tensions au niveau de la forme de l'oeuvre alimente également le grand dynamisme d'Eros Thanatos. Par exemple, le choix musical est très diversifié, et empêche au spectacle de sombrer dans la monotonie qu'aurait entraîné une trame plus uniforme. Béjart utilise autant des pièces classiques, que des chansons du groupe américain The Residents, en passant par des musiques traditionnelles japonaises, indonésiennes, africaines, etc.

Au niveau de la danse, il existe dans l'oeuvre de Béjart une tension importante entre les ballets d'ensemble, frénétiques,

presqu'excessifs, et les danses plus dépouillées et nuancées. Au sein de toutes ces éléments en tension, une certaine unité est néanmoins assurée par la répétition de certaines images et de certains sons clefs, ainsi que par la beauté et l'indiscutable grâce que l'on retrouve jusque dans le plus minuscule geste de l'oeuvre.

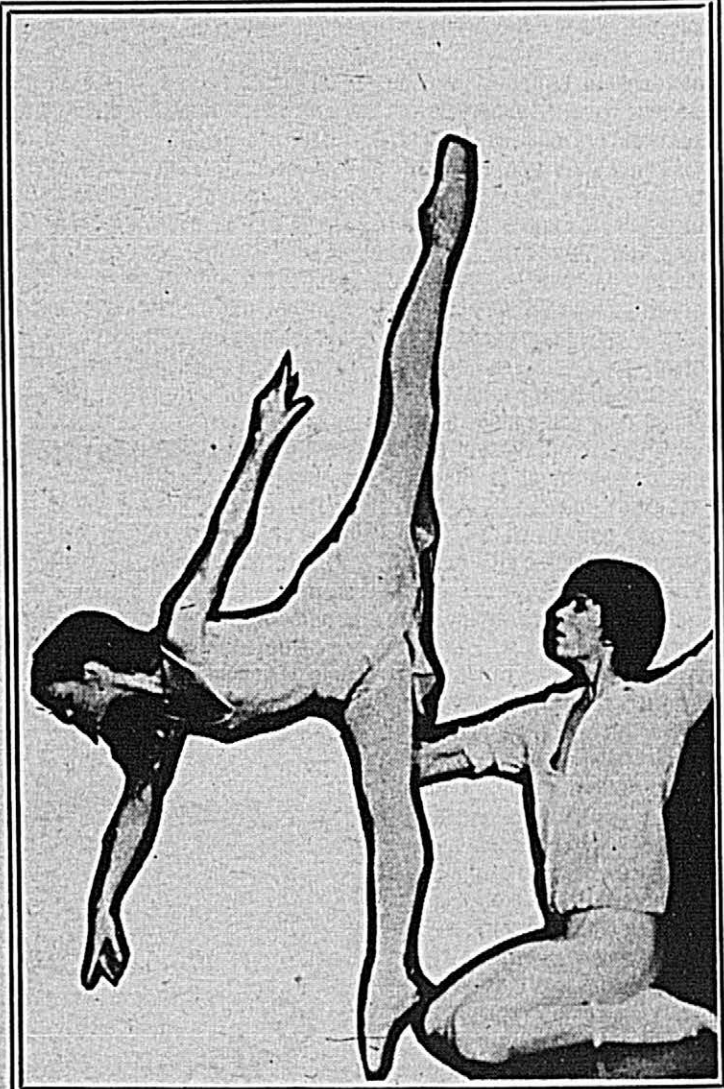
Eros Thanatos est donc une oeuvre belle du point de vue pure-

ment formel. Mais il s'agit également d'un spectacle extrêmement expressif, qui véhicule non seulement d'importantes innovations esthétiques, mais aussi une thématique cohérente.

Il est regrettable, cependant, que si peu d'étudiants ont pu assister à ce spectacle, à cause du prix incroyablement élevé des billets. En effet, la place la moins chère pour le spectacle de Béjart

coûtait \$15, ce qui dépasse de loin les possibilités d'un grand nombre de budgets étudiants. Montréal est la seule ville que je connaisse où les étudiants ne bénéficient pas de réductions pour la plupart des grandes manifestations artistiques. Il s'agit là d'une tâche noire de plus pour notre ville qui, hélas, en possède déjà suffisamment.

Meeting spécial de préparation du supplément sur l'Amérique Latine/Latin America, 14h00, local du Daily, aujourd'hui/aujourd'hui. Show Uncle Ronnie you're smarter than him. Khaki guerilla garb not required. Please leave Kalashnikovs at entrance.



Grand Special

**Salon Ralph**

Grand Special

Women's & Men's Hair Stylists

FOR HIM

FOR HER

Shampoo, cut & blow-dry



Special: Perm \$18 permanente



Shampoo, cut & blow-dry

\$10.00 with this ad \$14.00

680 Sherbrooke W. (corner University)

(closed Saturday)

844-9688

## SUPERSCHOOL OPENING INFLATION BEATERS

Save up to **50%**

	Reg.	Special
McGill Books.....	\$6.49	\$3.69
Loose Leaf Binders.....	\$1.98	\$ .97
Duotang Covers.....	\$ .39	\$ .17
Hilroy Exercise Books.....	4/\$ .85	
Colled Exercise Books 100 pages.....	\$ .79	
Combination Locks.....	\$ .99	
Bic Pens.....	3/\$ .89	3/\$ .49
200 Loose Leaf Sheets (limit three per customer).....	\$ .99	

## McGILL SWEATSHIRTS

at discount prices

**A. GOLDSTEIN, PHARMACIST**  
The Students' Pharmacy

455 Sherbrooke West 849-6019

Sale ends Saturday, September 24

## TAKE OFF WITH TICKETOFF FOR 1/3 OFF!

### IT'S THE NEW VOYAGEUR STUDENT DISCOUNT TICKET BOOKLET.

If you'd like to visit your friends and relatives more often, here's how to do it and save money. Buy a booklet of 7 return-trip tickets to and from the same two points and you pay 1/3 less than you would if you'd bought regular return tickets. You're also protected against future price increases, so it saves you money that way, too.

Travel any day of the week, any day of the year (holidays included). The only restriction is that you use the tickets during the school year from September 1, 1983 to May 31, 1984.

Get your Voyageur Ticketoff booklet at any Voyageur bus terminal or agency. (Be prepared to show your student i.d. card.)



*We've got a good thing going*





## Loi 32

suite de la page 5

tuel aux formes connues de mobilisation, afin de les remplacer par des manœuvres pro-étatiques d'encadrement politique par un intervenant externe et hostile (l'Etat). Les résultats ne se firent pas attendre. Le RAEU connut une kyrielle continue de désaffiliations: UQAM (déc. 81), Sherbrooke (hiver 82), Trois-Rivières (automne 82), Concordia et McGill (mars 83). Soit une perte de 55% des membres et de plus de 75% du financement en moins de 18 mois.

### Ultimatum et auto-falgellation

Cela n'allait pas arrêter le RAEU dans ses tentatives d'atteler le mouvement étudiant au char gouvernemental. Le RAEU organisait à nouveau un colloque, cette fois-ci sur la condition étudiante en octobre 82. Camille Laurin fut encore présent et son discours contenait un sévère avertissement: le ministre n'entendait pas attendre devant l'hésitation, voire l'opposition pour introduire les éléments juridiques de réglementation de la vie associative (au niveau de la reconnaissance et du financement):

"Advenant que la concertation à laquelle vous êtes invités à participer ne permette pas de dégager le consensus souhaité, je demanderai à la Mission des affaires étudiantes du MEQ de me soumettre à brève échéance des recommandations sur les cadres législatifs et réglementaires dans lesquels la question des droits et responsabilités des associations pourra s'inscrire" (notes de l'allocution, publiées le 27 nov. 82).

A cause du caractère hautement litigieux de l'encadrement légal du droit d'association, démarche allant à l'encontre des revendications de la majorité du mouvement étudiant, le gouvernement devait s'appuyer sur une force "collaboratrice" dans le milieu étudiant pour donner une légitimité à son projet. Ce que l'ultimatum de Laurin au colloque sur la condition étudiante démontre cependant, est le fait que la volonté de circonscrire l'exercice du droit d'association dans les limites définies dans une loi-cadre constitue une priorité pour le MEQ, que cela trouve un appui auprès de certaines tendances ou non. (Jean-Marie Vézina, "Un cadre doré dessus, cage rouillée dessous", *Journal Unité* (UQAM), déc. 82)

La RAEU a fini cette année par laisser tomber le masque de la charte des droits pour se faire le promoteur d'une loi, dont le principe est récusé par la plupart des regroupements locaux. C'est lui qui a rédigé le premier projet législatif, dont s'est inspiré le gouvernement dans la préparation de la loi 32.

Selon le Conseil Central de l'ANEQ, le projet du RAEU, d'ailleurs bien accueilli par le PQ, "encadrerait" les associations dans un moule étouffant qui pourrait leur être fatal: toutes ne seront pas à l'aise dans un cadre juridicisé à outrance, où la reconnaissance par la Loi est aussi — sinon plus — importante que la

légitimité auprès des membres. Les éléments du projet RAEU repris par la Loi 32 imposent une foule d'obligations aux associations désirant obtenir une reconnaissance officielle de l'Etat. En échange des avantages accordés, tels que la garantie de financement et de représentation étudiante aux instances décisionnelles des institutions, le projet RAEU et la loi 32 prévoient des procédures d'accréditation lourdes et encombrantes, dont la nécessité de passer en référendum sous contrôle d'un fonctionnaire du MEQ.

Ajoutant l'injure à l'insulte, le RAEU a eu la brillante idée d'encourager l'Etat à imposer une loi qui encourage le morcellement des associations et accorde un droit de contestation de la légitimité de celles-ci par les administrations et potentiellement par le MEQ lui-même (nous y reviendrons la semaine prochaine). Mais le RAEU, dans un réflexe d'auto-flagellation, est allé jusqu'à proposer des sanctions contre les étudiants-es qui décideraient de remettre en question les pouvoirs discrétionnaires du fonctionnaire ministériel responsable de l'accréditation:

"art. 199: Quiconque fait défaut de se conformer à une disposition de la loi, à un règlement qui en découle (...) est passible d'une amende de 50\$ à 500\$ s'il s'agit d'un individu ou d'une amende de 100\$ à 2.000\$ s'il s'agit d'une association (...). Chaque jour que dure une infraction constitue une infraction distincte. art. 200: Les amendes sont doublées en cas de récidive. (...) art. 202: Les peines prévues sont imposées sur poursuite sommaire (...)"

Le gouvernement a laissé tomber ces dispositions punitives dans la Loi 32, mais l'essentiel de l'interventionnisme gouvernemental dans le mode de fonctionnement des AGE subsiste, comme nous le verrons dans la prochain article la semaine prochaine, qui traitera du contenu, des conséquences de la Loi 32 et de la campagne contre

# Commentaire: Québec dimensions

par Richard Latendresse

Le peuple québécois en est un élu par l'histoire. Il est le remarquable reflet d'un amalgame tridimensionnel qui unit la vigueur de la jeune Amérique, généreuse et riche, le libéralisme de l'immense Canada, invitant et neutre, et la spécificité latine et nordique de son propre caractère.

Cette situation française que l'on aurait pu croire de la plus triste malchance, s'avère être d'une formidable valeur. Alors que la planète entière bat au rythme de l'Amérique, cette Amérique si moderne qui provoque carrément le temps et qui s'attire envers et contre tout l'envie des plus récalcitrants, le Canada, partie ombragée du monstre, de sa diplomatie la plus délicatement réfléchie, arrache un respect politique salué mondialement d'un air déferent.

Et le Québec latin, profitant de ce continent pour toute idée, à toute épreuve se doit d'assumer la qualité de son sang, de répondre de ses différences.

Comme "noblesse oblige", l'appartenance à l'extraordinaire union de trois aussi superbes composantes oblige au ralliement et au respect de valeurs et de particularités typiquement québécoises qu'aucun étranger pompant ne peut rabaisser en essayant d'élever son style outre-mer assurément moins riche, inférieur.

Il n'est plus désolant que d'assister au manque d'unité, à la fragmentation d'un groupe aussi rare et précieux, déchiré par ses propres éléments, polarisé et dès lors affaibli par ses trois sources, celles-là même qui consacrent sa supériorité.

Cela devient de la plus haute importance de reconnaître ces forces antagoniques et ainsi apprendre à contrôler l'énergie résultant des frictions — éviter jalousie et dissension — et concentrer cette puissance vers un objectif de solidarité et d'autonomie.

Du même coup, assumer ses faits et gestes s'avère impératif et se considérer responsable de tout mouvement d'origine québécoise devient primordial dans la mesure où chaque action reflète immanquablement un des trois éléments du caractère de notre peuple. Il ne s'agit plus de s'associer qu'à un seul aspect de notre personnalité et de se proclamer que fédéraliste, séparatiste ou même américaniste mais d'assumer de sa responsabilité les trois modèles et d'en répondre indistinctement. Il faut maintenant avouer que les erreurs d'une quelconque partie sont la responsabilité entière et totale du peuple québécois comme chacun s'est permis à plus d'une reprise de considérer les bons coups de l'autre camp comme reflétant le génie de la nation.

Il faut désormais, pour exprimer la grandeur de notre peuple, notre propre valeur populaire, cesser de se battre entre frères pour le contrôle de la famille et considérer nos sources particulières et la

supériorité du résultat pour enfin exprimer au monde la réussite de l'association.

"Bon sang ne ment pas".

Le Parti Libéral du Québec élira son nouveau chef les 14 et 15 octobre prochains et notre journal devant y être, nous commencerons à assumer erreurs et bons coups du peuple québécois.

La bande de fous complètement délirants qui vous garrochent ce numéro à la figure fut composée de: Lucie Masse, Maya Berbery, Josée Camarra, Francine Hébert, Colin Tomlins (unilingue de Calgary, mais on se comprend), Sophie Beaulé, Danny "le rouge" Weinstock, Astrid Bucio, Richard Latendresse, Pierre Laliberté, Frank Watts, Dominique Deslandres (qui pouvait pas venir), François Hamel (qui a oublié son article), Mimiche-la-terreur. Un thank you very much à Cathy Jacmin, notre nouvelle caricaturiste de journal/hainaut (belgique)

Want to improve your reading speed and comprehension?

## READING EFFICIENCY CLASSES

Sponsored by the Dean of Students and offered by the Reading Centre

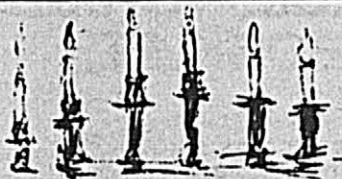
Mon. and Wed. class  
Sept. 26 - Nov. 7  
11 am - 12:30 pm

Tues. and Thurs. class  
Sept. 27 - Nov. 3  
12:30 - 2 pm

FIRST COME, FIRST SERVED

Education Building, Room 203

3700 McTavish Street



## VESPERS

Close the school day peacefully with candlelight and evensong

Every Wednesday 5:15 pm

THE NEWMAN CENTRE CHAPEL  
3484 PEEL STREET (2nd Floor)  
392-6711



featuring

"A DAY AT THE RACES"

ADMISSION — \$1.50 INCLUDES BAGEL SANDWICH additional sandwiches - 50c

Tonight

Sept. 20 — 5:30 p.m.

at CHABAD HOUSE

Jewish Student Center  
3429 Peel St.  
842-6616

LIQUIDATION

STUDENT SPECIAL

\$175

Olympia Electric



90 DAY GUARANTEE

\$395

IBM Selectric Visa Mastercard



R. KISBER SALES  
2115 Mountain 288-6560

HOURS MON-SAT 12-5 pm. THURS 12-9 pm.